

Une économie « avec » marché et non « de marché »

Christophe Ramaux (Politis, n°960, 12 juillet 2007)

« Accepter l'économie de marché ». Bien au-delà des libéraux, la formule fait florès. Ne pas l'accepter serait refuser la modernité et les leçons du XX^e siècle. Le précepte forge un nouveau « cercle de la raison » et joue comme un sésame pour tous ceux qui aspirent « à compter ». Pas seulement dans le monde de l'entreprise ou de la finance. Mais, c'est là que la conversion est massive, dans celui de la production symbolique des politiques, des journalistes et pire, car ceux-là sont payés pour ne pas gober les idées reçues, des chercheurs.

La formule, comme toujours, a une part de bon sens. Oui la concurrence a des vertus. Le capitalisme n'est pas spontanément synonyme de concurrence. Un chef d'entreprise lui préfère toujours le monopole et ses surprofits. Mais c'est aussi pourquoi la concurrence a du bon : elle constraint à innover, à se perfectionner et, partant, augmente la productivité et la croissance. Que la concurrence doive être encadrée et instituée par des règles de droit (commercial, du travail, etc.) n'enlève rien à ses vertus.

Reste l'essentiel : nous ne vivons pas en « économie de marché » mais « avec du marché ». Et cette différence n'est pas qu'une nuance.

Raisonner en termes d' « économie de marché », c'est ravalier au rang de simples accessoires ce qui lui échappe pour tout ou partie : l'Etat social, en particulier, avec ses quatre piliers que sont les services publics, la protection sociale, le droit du travail (et à la négociation collective) et les politiques économiques (monétaires, budgétaires, industrielles, commerciales, etc.) de soutien à l'activité et à l'emploi. Ces quatre piliers existent dans la quasi-totalité des pays de la planète (y compris les moins développés), même si la voilure et les formes concrètes prises par chacun d'eux sont très variables. La protection sociale, le droit du travail et les services publics existent ainsi, mais sont moins développés, dans les pays anglo-saxons (le Royaume-Uni a néanmoins augmenté son secteur public ces dernières années), mais ceux-ci utilisent toujours massivement le pilier politique économique, délaissé dans la zone euro (avec le succès que l'on sait).

L'Etat social est la révolution que nous a léguée le XX^e siècle. Raisonner en termes d'économie de marché laisse entendre qu'il n'a été qu'une parenthèse adaptée aux Trente Glorieuses - le « fordisme » - et qui serait avec elles dépassées. Un accident de l'histoire lié à la guerre froide. Difficile avec une telle représentation de justifier l'actualité des services publics ou de la protection sociale.

Nous ne vivons ni en économie de marché, ni, distinction spacieuse, en société de marché, mais dans des économies avec marché *et* intervention publique, et pour être plus précis dans des économies avec marché, capital (les deux termes n'étant pas synonymes), intervention publique et économie sociale (associations, mutuelles et coopératives qui forment près de 10% du PIB et des emplois).

« Accepter l'économie de marché », revient à penser le fonctionnement de l'économie comme étant d'abord une somme de relations interindividuelles d'échange. « Au début sont les marchés » : le reste vient ensuite. La théorie néo-classique dominante est ici à son aise. C'est exactement son présupposé : le

marché est le soleil, le reste (l'intervention publique notamment) venant après comme autant d' « imperfections ». Ce qui vaut de façon générale vaut pour la façon de se représenter l'entreprise. Celle-ci ne doit être qu'un objet de propriété au service du capital. L'entreprise, comme institution collective mettant en jeu plusieurs parties prenantes - actionnaires privées parfois (mais pas toujours puisque existe un secteur public qui produit aussi, on ne le dira jamais assez, de la richesse) mais aussi salariés, dirigeants, clients, usagers, collectivités locales, Etat - est niée. Elle est réduite à une société de capitaux au service des actionnaires. D'où la justification du capitalisme actionnarial. Comment s'opposer à ce dernier ? Si on accepte de prendre les choses par la racine, cela passe par une certaine réhabilitation de l'entreprise. L'entreprise conçue comme un espace - celui de la production - irréductible à l'échange, comme un objet propre, irréductible à la seule propriété du capital. On mesure ici la distance avec la théorie néo-classique. Mais aussi avec la théorie marxiste. Selon celle-ci, les rapports capitalistes marchands dominent, « en dernier ressort », la totalité sociale. L'entreprise actionnariale ne fait donc que réaliser « l'essence » de l'entreprise. L'Etat social n'a-t-il pas une dimension anti-capitaliste ? A l'instar de l'Etat tout court, il serait lui-même, « en dernier ressort », au service de la classe dominante. De ce côté aussi « l'économie de marché » absorbe tout. On est souvent prisonnier du schéma intellectuel de ceux qu'on combat...